

M. Langlois (Mégantic): Monsieur le président, j'ai eu l'occasion de parcourir le discours que le ministre a fait hier soir, et je dois dire que, depuis que le Livre blanc sur la défense qu'il a déposé à la Chambre il y a deux ans, beaucoup de travaux et beaucoup de changements se sont effectués au ministère.

A l'annonce des mesures envisagées, je le sais, l'inquiétude était assez grande. Bien des gens se demandaient quel en serait le résultat. Tout compte fait, le ministre semble avoir assez bien dominé la situation. Au sujet de l'intégration des forces armées, je crois que l'honorable représentant et ses conseillers méritent des félicitations. Le projet était délicat et complexe, car il fallait changer l'ordre établi et transformer une mentalité qui s'était créée au cours des années dans les divers secteurs des forces armées. Je crois que le ministre s'en est bien tiré, si on se rappelle quel était le moral dans l'ensemble des forces armées. Nous ne devons pas oublier que ces mesures ont supprimé une bonne partie des dépenses superflues que supportaient les contribuables.

Il y a un an, j'ai exposé mon opinion à ce sujet lors de l'étude des crédits du ministre et je suis heureux de constater qu'il a, depuis, tenu compte de l'importance qu'il y a à assurer aux forces armées canadiennes l'équipement nécessaire. A ce moment-là, nous avons demandé que nos forces armées soient mobiles, capables de remplir des tâches multiples et dont l'efficacité les rendraient habiles à faire face à n'importe quelle situation régionale où leur intervention serait nécessaire. Je ne dis pas que nous devrions toujours courir au bout du monde pour participer aux opérations d'un type militaire chaque fois qu'on nous le demande, ou encore que nous devrions envoyer des forces outremer sans savoir à quoi nous les exposons. On a critiqué naguère le ministre et le gouvernement à cause de certaines initiatives qui avaient été prises; je pense, en particulier, à la crise de Chypre. Il arrive parfois, bien entendu, que ces interventions soient nécessaires. Mais j'espère que le gouvernement agira alors en songeant aux intérêts du Canada et non pour répondre aux désirs ou aux ordres de notre voisin du Sud. Je reconnais que, dans ce domaine, notre voisin est une nation extrêmement puissante. Le Canada n'est qu'un petit point sur la carte à son côté, mais nous avons un rôle à jouer et, à mon avis, nous pouvons le tenir.

Je ne crois pas que nous devions chercher à faire concurrence aux autres pays dans la course aux armes nucléaires. Ce serait insensé de notre part de vouloir l'emporter dans la course à la lune. Ce serait tout aussi

[M. Winch.]

insensé de vouloir se placer au premier rang dans la course aux armes nucléaires. Lorsque le député de Vancouver-Est a parlé des Voodoos que nous avons achetés, je me sentais disposé à l'appuyer. La totalité, pour ainsi dire, de ces achats consistait en appareils excédentaires dont les États-Unis ne savaient que faire. De quelle utilité peut nous être du matériel désuet? Si nous n'avons pas les moyens de nous procurer ce qu'il y a de meilleur dans ce domaine, c'est que nous avons une autre voie à suivre, selon moi, un autre but à atteindre.

Nous sommes membres de l'OTAN et du NORAD. J'ai fait partie des voyages organisés dans le cadre de l'OTAN et j'ai participé aux entretiens avec les parlementaires des autres pays, sur ces questions. Le ministre était avec moi, si je ne me trompe, au cours d'un de ces voyages. L'un des parlementaires canadiens s'est levé, à un moment donné, pour dire aux membres d'un des comités de cesser de regarder en arrière et de discuter comme ils l'avaient fait jusqu'ici. Il y avait huit ans qu'ils ressassaient le même sujet. Ils en étaient toujours au même point et leurs discussions n'aboutissaient à rien. Ils répétaient: «Nous n'avons pas les fonds nécessaires; les contributions ne nous permettent pas de réaliser nos projets.»

• (1.30 p.m.)

Je le sais, mais gardons-nous de suivre les traces de la Turquie, par exemple. Dans ce pays, on peut se promener dans les manèges militaires et retracer toute l'histoire de la Turquie écrite sur les murs. Y sont représentées toutes les guerres auxquelles ce pays a participé depuis mille ans. Les Turcs en sont fiers, un visiteur peut faire cette tournée et s'en rendre compte. Je crois que depuis son accession à l'état de nation, ce pays a toujours lutté. Mais à l'heure actuelle, il est pauvre comme Job. S'il avait dépensé 10 p. 100 de son budget de défense nationale à lutter contre la pauvreté, à l'heure actuelle il attirerait les touristes du monde entier. Voilà un côté de la médaille. Lorsque les Turcs ne sont en guerre avec personne, ils luttent entre eux.

Il faut, c'est entendu, pouvoir se défendre. C'est là une obligation morale du gouvernement qui est aussi tenu de ne pas dépasser ses moyens et ceux des Canadiens. Nous avons d'autres moyens de maintenir la paix dans le monde. Le meilleur exemple c'est celui du pape Paul VI lorsqu'il est allé aux Nations Unies, il n'y a pas longtemps. Nous avons un ministre de la Défense du nom de Paul et s'il voulait bien suivre les traces de l'autre Paul, au moins quelques fois, je crois que je partagerais ses vues.

Notre pays n'a pas les moyens d'accumuler du matériel militaire comme notre voisin du